



## Territoires de Rutshuru, Masisi et Nyiragongo, Province du Nord-Kivu, République Démocratique du Congo (RDC)

### SYNTHÈSE ET DONNÉES CLÉS

Les mouvements des personnes déplacées internes (PDI)<sup>1</sup> dans les localités évaluées au cours du dernier mois étaient presque totalement provoqués par les conflits armés. Ces conflits étaient à l'origine de nombreux chocs impactant la sécurité alimentaire des milieux dans lesquels se faisaient ces déplacements et limitaient fortement l'accès aux terres agricoles. La protection de l'enfant restait un enjeu de taille. L'accès à une école fonctionnelle à moins d'une heure de marche était très limité et l'insécurité constituait la principale barrière pour les enfants de se rendre à l'école.

-  **70%** où la présence de (PDI)<sup>1</sup> a été rapportée
-  **74%** où des PDI vivaient en famille d'accueil (parmi les localités où la présence de PDI était rapportée)
-  **91%** où la présence de mineurs non-accompagnés a été rapportée
-  **28%** où la majorité des enfants avait accès à une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche
-  **31%** où la majorité de la population utilisait comme source d'eau principale pour boire, une source d'eau non-protégée et / ou non-améliorée
-  **71%** où le premier besoin prioritaire rapporté par la majorité de la population était la nourriture
-  **78%** où aucune assistance humanitaire n'a été reçue au cours des 6 derniers mois précédant la collecte de données

(en % de localités évaluées, selon les informateurs clés)

### CONTEXTE

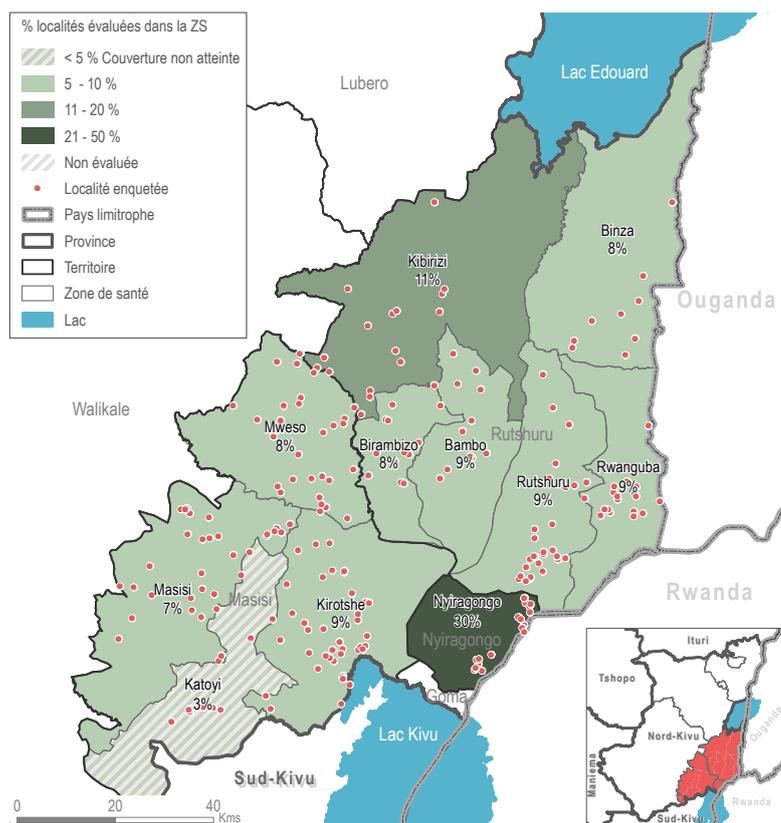
L'est de la République Démocratique du Congo (RDC) est caractérisé par une situation humanitaire complexe du fait de la présence de nombreux groupes armés, de tensions intercommunautaires, d'épidémies, de catastrophes naturelles et d'une pauvreté chronique. L'accès au service de base de populations affectées est souvent limité par la situation sécuritaire, le mauvais état des infrastructures et des conditions géographiques difficiles. Afin de pallier au manque d'information dans ces zones, REACH a mis sur pied un suivi de la situation humanitaire au Nord-Kivu, au Sud-Kivu, au Tanganyika et en Ituri. Il a pour objectif de collecter des informations, d'analyser et de partager régulièrement des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans l'ensemble de ces provinces, y compris dans les zones difficilement accessibles. L'ensemble des fiches d'information liées à ce projet, toutes disponibles sur le [Centre de ressources](#), donne un aperçu de la sévérité relative des besoins multisectoriels entre les zones de santé les plus affectées de ces provinces et de l'évolution dans le temps de ces besoins.

### APERÇU DE L'ÉVALUATION

Le suivi de la situation humanitaire a pour but de collecter, d'analyser et de partager des informations sur les besoins humanitaires multisectoriels, l'accessibilité aux services essentiels et de renseigner les dynamiques de déplacement dans les zones de santé (ZS) évaluées.

Cette fiche présente les résultats de la collecte des données ayant eu lieu dans les ZS de Bambo, Binza, Birambizo, Masisi, Kibirizi, Kirotshe, Mweso, Nyiragongo, Rutshuru et Rwanguba du 18 avril au 6 mai 2023, portant (sauf indication contraire) sur la période du mois précédant la collecte de données. Ces résultats se basent sur 532 enquêtes conduites auprès d'informateurs clés (IC) dans 221 localités réparties dans les 10 ZS sur le territoire de Masisi, Nyiragongo et Rutshuru. La méthodologie utilisée pour la collecte de données est dite "zone de connaissance". Elle consiste en des entretiens structurés avec des IC qui possèdent une connaissance profonde et récente des localités renseignées. Plus d'informations sur la méthodologie sont disponibles en page 8.

### COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



### NOTE À LA LECTURE

Les résultats, rapportés en % de localités évaluées, sont obtenus grâce aux informations des IC et doivent être considérés comme **indicatifs**. Sauf indication contraire, les résultats de chaque indicateur portent sur une période de **rappel de 30 jours** précédant la collecte de données. Les données présentées sous forme de cartes sont rapportées par ZS, tandis que celles sous forme de texte, graphiques et tableaux sont rapportées pour l'ensemble des localités évaluées (sauf mention contraire).

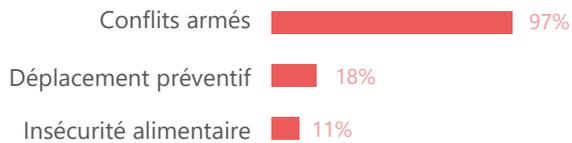
## Chocs et dynamiques de déplacements

Dans **97%** des localités évaluées, la population a été affectée par un choc. Ces chocs correspondaient dans **92%** des cas à des conflits et affrontements armés et avaient entraîné un large départ de plus de la moitié de la population dans **93%** des localités concernées. La population hôte était présente dans la grande majorité des localités évaluées (**96%**) et représentait le groupe de population majoritaire dans **43%** de l'ensemble des localités évaluées. La présence de personnes réfugiées ou rapatriées n'a été signalée dans aucune localité par les IC.

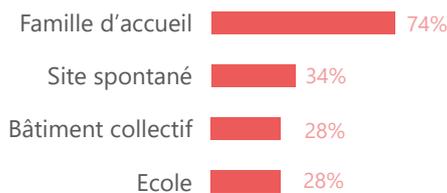
## Personnes Déplacées Internes (PDI)

Dans **70%** des localités évaluées, la présence de PDI a été rapportée. Ces PDI représentaient la moitié ou plus de la population totale présente dans **25%** de l'ensemble localités évaluées. Parmi les localités concernées par la présence de PDI, une meilleure situation sécuritaire et un regroupement avec d'autres membres de la famille étaient respectivement rapportés dans **51%** et **45%** des cas comme raisons principales pour expliquer le choix de la localité de déplacement. L'amélioration de la sécurité dans la localité d'origine a été rapportée comme condition principale pour un éventuel retour vers celle-ci, dans **98%** des localités concernées.

3 raisons les plus souvent citées pour expliquer le départ des PDI depuis leur localité d'origine, en % de localités évaluées<sup>3</sup> : (154 localités concernées)



Principaux types de lieux dans lesquels vivaient les PDI dans leur localité de déplacement, en % de localités évaluées : (154 localités concernées)



Dans **99%** des localités concernées, l'arrivée de PDI a eu un impact sur les ressources alimentaires disponibles, selon les IC. L'impact a été considéré comme fort dans **82%** de ces localités. Malgré cela, la communauté hôte était prête à assister les PDI aussi longtemps que nécessaire dans une très grande majorité de localités concernées (**78%**).

## Personnes retournées

La présence de personnes retournées<sup>4</sup> a été rapportée dans **62%** des localités évaluées.

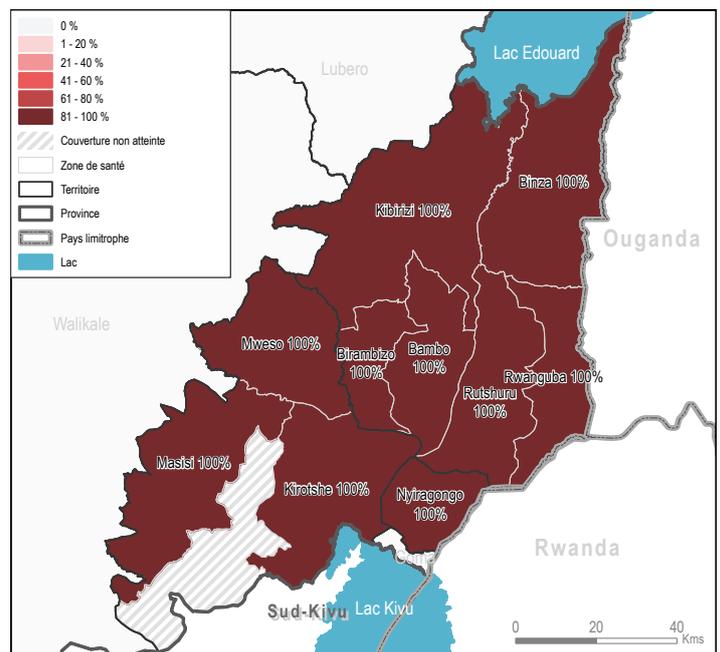
3 raisons les plus souvent citées pour expliquer la présence de personnes retournées dans leur ville d'origine, en % de localités évaluées<sup>3</sup> : (140 localités concernées)



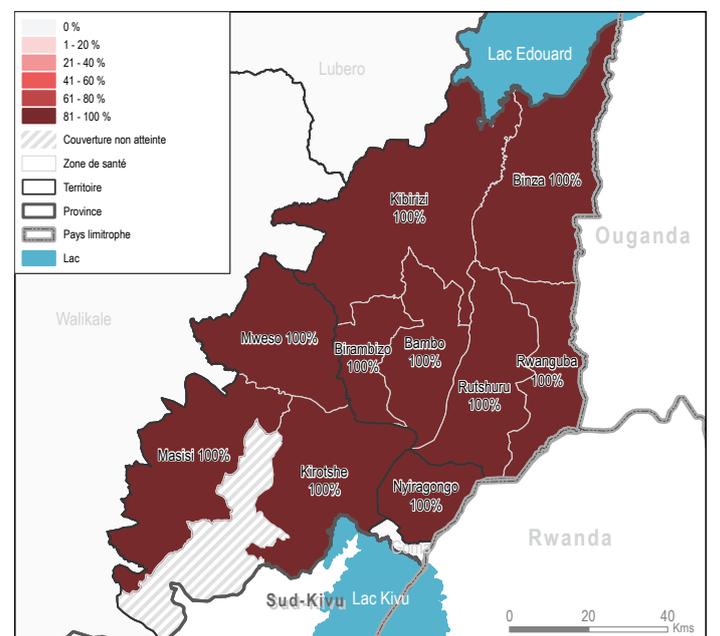
Principaux types de lieux dans lesquels vivaient les personnes retournées dans leur ville d'origine, en % de localités évaluées : (140 localités concernées)



% de localités évaluées où l'arrivée d'un nombre important<sup>2</sup> de PDI a été rapportée au cours du mois précédant la collecte des données, par ZS : (154 localités concernées)



% de localités évaluées où l'arrivée d'un nombre important<sup>2</sup> de personnes retournées a été rapportée au cours du mois précédant la collecte des données, par ZS : (140 localités concernées)

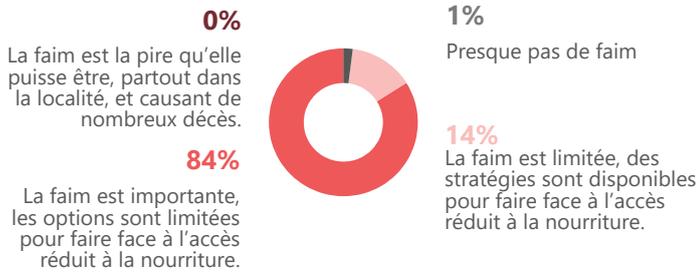




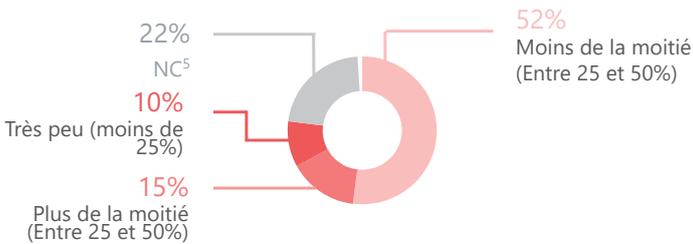
## Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

Dans **82%** des localités évaluées, l'agriculture était rapportée comme une principale source de revenu des ménages. La plupart des foyers utilisaient principalement ces ressources financières pour se nourrir dans 53 % des localités examinées d'après les IC. Cependant, ces ressources ne parvenaient pas à remédier à la faim de la majorité des habitants, une situation signalée comme étant problématique dans **84%** de l'ensemble des localités évaluées. Parmi les stratégies d'adaptation les plus fréquemment rapportées, plusieurs ménages avaient recours à la diminution du nombre de repas journalier (**43%**), l'emprunt d'argent auprès d'un.e proche (**37%**), demander de la nourriture ou de l'argent auprès de personnes non-apparentées (**24%**) ou encore à la consommation de semences (**10%**) dans les localités évaluées.

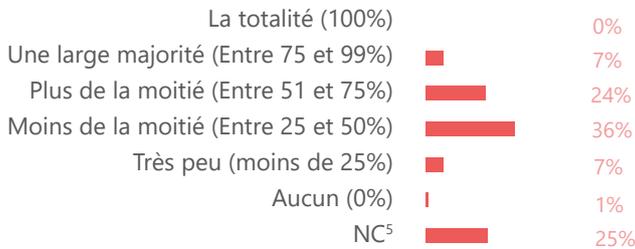
Perception du niveau de la faim de la majorité de la population, en % de localités évaluées :



Accès à suffisamment de nourriture pour la majorité de ménages, en % de localités évaluées :



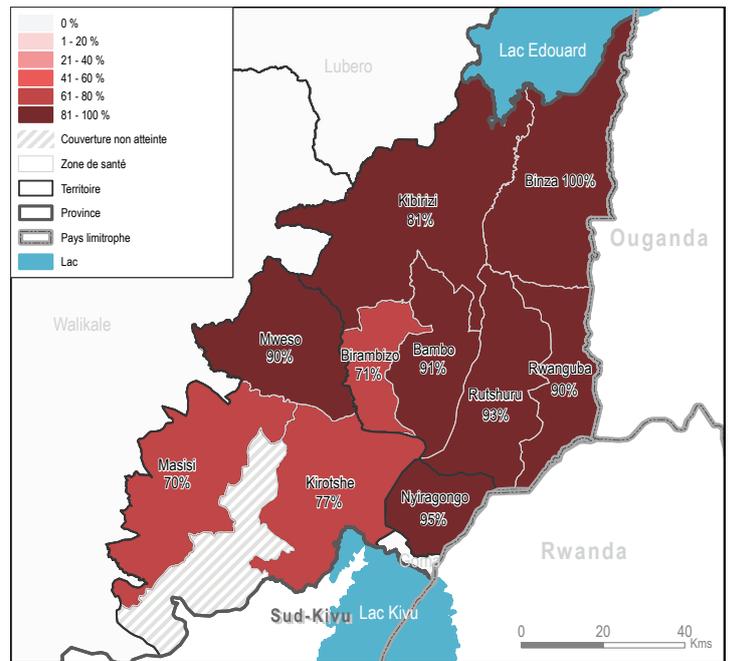
Proportion rapportée de ménages ayant pratiqué l'agriculture, en % de localités évaluées :



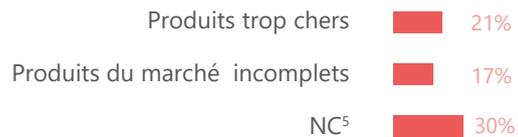
Difficultés rapportées par ordre d'importance, limitant la pratique de l'agriculture de façon optimale pour les ménages, en % de localités évaluées<sup>6</sup> :

	1 <sup>ère</sup> difficulté	2 <sup>ème</sup> difficulté <sup>7</sup>	3 <sup>ème</sup> difficulté <sup>8</sup>
Accès aux terres insécure (conflits armés, criminalité)	55%	3%	2%
Vols ou pillages des cultures	4%	27%	11%
Manque de semences et /ou d'outils	3%	16%	16%
Manque ou insuffisance de terres cultivables	10%	8%	5%
Manque de main d'oeuvre	0%	3%	6%
Aucune difficulté - pas de difficulté supplémentaire	1%	3%	22%
NC <sup>5</sup>	25%	31%	27%

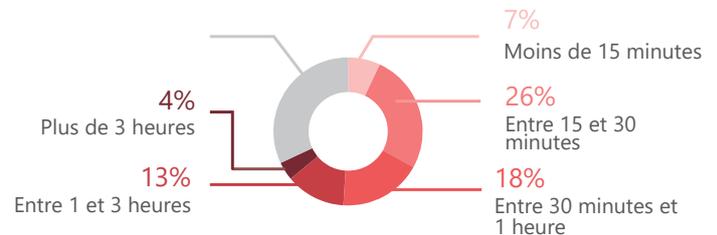
% de localités évaluées où la situation de faim a été observée par la majorité des ménages, par ZS :



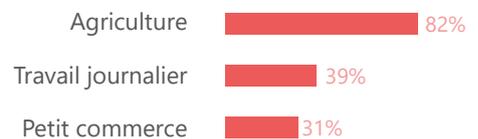
Principales difficultés rencontrées par la majorité des ménages pour utiliser le marché fonctionnel le plus proche, en % de localités évaluées<sup>3</sup> : (3 réponses les plus souvent citées)



Durée de marche pour la majorité des ménages pour rejoindre le marché fonctionnel le plus proche, en % de localités évaluées :

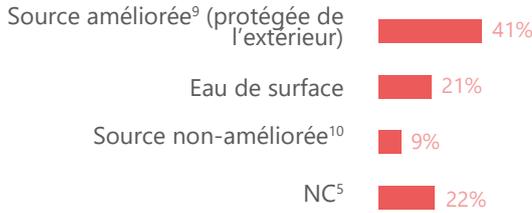


Principales sources de revenu rapportées pour les ménages, en % de localités évaluées<sup>4</sup> : (3 réponses les plus souvent citées)

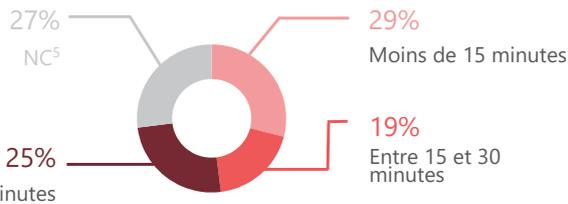


## Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

Principale source d'eau utilisée par la population pour boire, en % des localités évaluées :



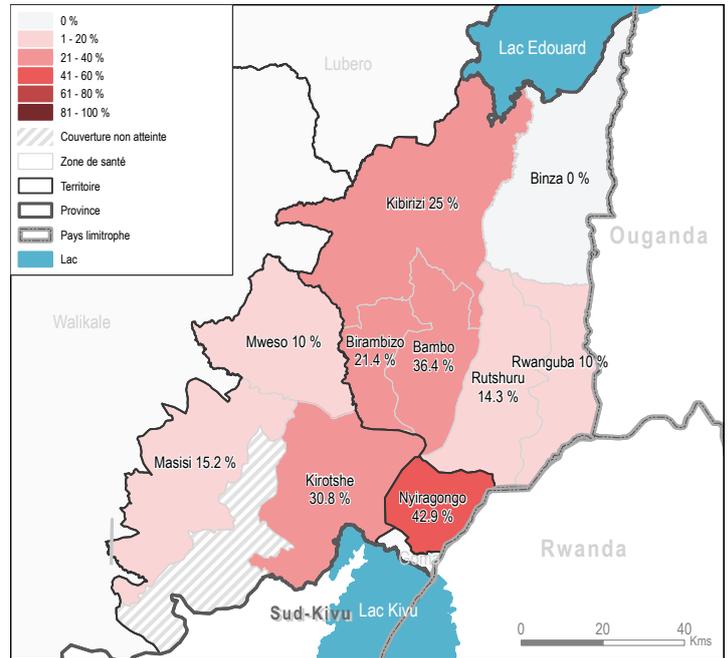
Temps nécessaire estimé pour la majorité de la population pour se rendre à la source d'eau principale, récupérer l'eau et rentrer chez soi, en % de localités évaluées :



Difficultés rapportées par ordre d'importance, limitant l'accès à l'eau potable pour la majorité de la population, en % de localités évaluées<sup>6</sup> :

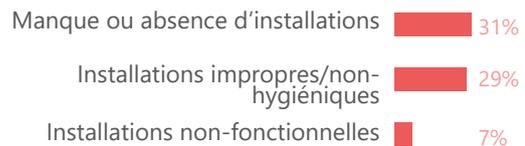
	1 <sup>ère</sup> difficulté	2 <sup>ème</sup> difficulté <sup>11</sup>	3 <sup>ème</sup> difficulté <sup>11</sup>
Nombre insuffisant de points d'eau	25%	5%	6%
Manque de récipients	4%	25%	7%
Qualité de l'eau / eau non-potable	8%	8%	1%
Points d'eau non-fonctionnels	1%	9%	4%
Point d'eau principal trop éloigné/difficile d'accès	8%	2%	2%
Aucune difficulté - pas de difficulté supplémentaire	16%	7%	49%
NC <sup>5</sup>	34%	30%	22%

% de localités évaluées où il a été rapporté que l'eau de surface est la principale source d'eau utilisée par la majorité de la population pour boire, par ZS :



Selon les IC, dans **83%** des localités évaluées, la majorité de la population utilisait des latrines non-hygiéniques et non-acceptables<sup>12</sup> pour faire leurs besoins. En parallèle, la majorité de la population ne disposait pas de savon et/ou de système fonctionnel de lavage des mains dans **91%** des localités évaluées.

Difficultés principales qui limitaient l'accès aux installations sanitaires/latrines pour la majorité de la population, en % de localités évaluées<sup>3</sup> : (3 réponses les plus souvent citées)



## Santé

Selon les IC, la majorité de la population avait accès aux soins de manière indiscriminée dans **92%** des localités évaluées. En revanche, dans **17%** des localités évaluées, la majorité de la population ne pouvait pas se rendre à la structure de santé fonctionnelle la plus proche en moins d'une heure de marche à pied. La moustiquaire, outil de base dans la lutte contre les maladies à transmission vectorielle, était peu utilisée, la majorité de la population n'en disposant pas dans **62%** des localités évaluées.

Principal lieu dans lequel la majorité des femmes a accouché, en % de localités évaluées :



Difficultés rapportées par ordre d'importance, limitant l'accès aux soins pour la majorité de la population, en % de localités évaluées<sup>6</sup> :

	1 <sup>ère</sup> difficulté	2 <sup>ème</sup> difficulté <sup>13</sup>	3 <sup>ème</sup> difficulté <sup>14</sup>
Coût des soins trop élevé (soins, médicaments, etc.)	27%	15%	8%
Manque de médicaments disponibles	15%	20%	12%
Qualité insuffisante des soins fournis	2%	7%	9%
Structures de santé trop éloignée	11%	2%	0%
Insécurité pour se rendre dans les structures de santé	4%	7%	1%
Manque de personnel soignant	2%	4%	5%
Aucune difficulté - pas de difficulté supplémentaire	6%	18%	42%
NC <sup>5</sup>	32%	25%	14%

## Protection



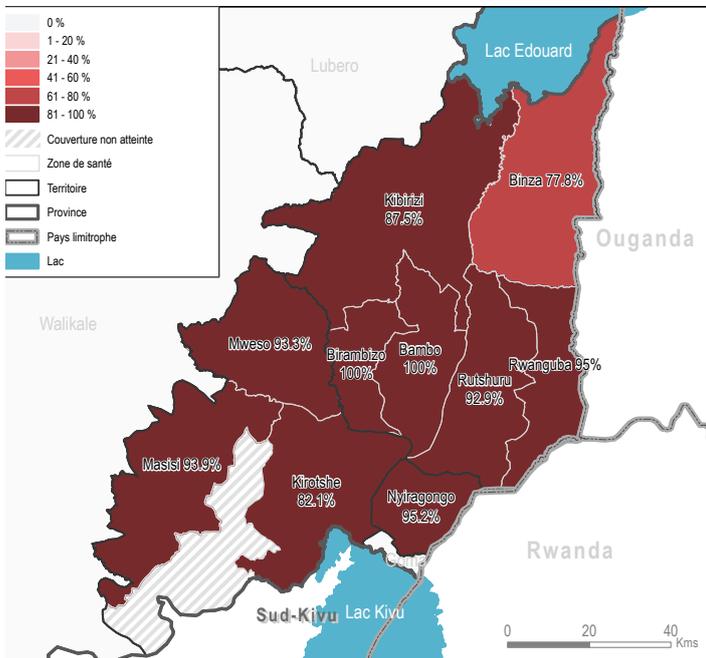
Dans **91%** des localités évaluées, la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité la plupart du temps.

Dans **76%** des localités évaluées, il y a eu au moins un incident dans lequel un ou plusieurs civils ont été tués, incidents très majoritairement dûs aux conflits et attaques armées. Dans 85% des localités évaluées, il a été rapporté qu'au moins un incident a été marqué par au moins une habitation ayant été pillée/incendiée/détruite.

Selon les IC, la majorité de la population ne pouvait pas se déplacer librement dans **81%** des localités évaluées. Pour **97%** de ces localités, la crainte pour la sécurité était rapportée par les IC comme raison limitant les mouvements de la majorité de la population. Aussi, les IC ont rapporté la présence de restes d'explosifs de guerre dans **70%** des localités évaluées.

La présence de mineurs non-accompagnés a été signalée dans **91%** des localités évaluées. Dans **51%** des localités évaluées, il a été rapporté qu'une partie des enfants était impliquée dans des activités économiques en dehors du travail domestique.

### % de localités évaluées où la présence de mineurs non-accompagnés a été rapportée, par ZS :

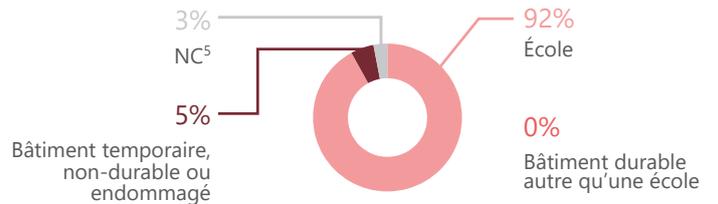


Dans **56%** des localités évaluées, la majorité de la population ne disposait pas d'un mécanisme (communautaire, ONG, etc.) de gestion de plaintes et/ou de médiation auquel se référer.

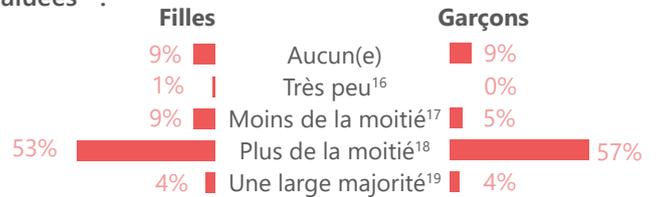
## Éducation

Dans **28%** des localités évaluées, une école primaire fonctionnelle était accessible à moins d'une heure de marche pour la majorité des enfants. Lorsque l'école n'était pas accessible (**63%** des localités évaluées), l'école était soit inaccessible ou fermée pour des raisons de sécurité (**77%**), soit il n'y avait jamais eu d'école primaire fonctionnelle aux alentours (**8%**).

Principal type de lieu utilisé pour l'éducation primaire de la majorité des enfants ayant accès à l'éducation/l'école (6 à 11 ans), en % de localités évaluées :

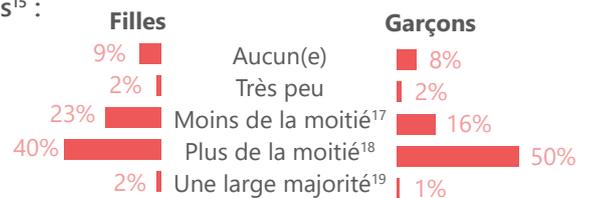


Proportion des filles et garçons de 6 à 11 ans fréquentant régulièrement une éducation formelle, en % de localités évaluées<sup>15</sup> :

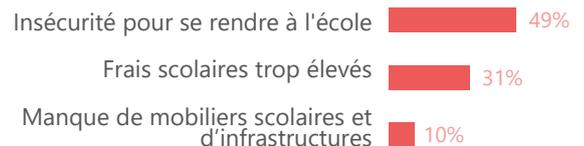


Dans **23%** des localités évaluées, une école secondaire fonctionnelle était accessible à moins d'une heure de marche pour la majorité des adolescent.es. Lorsque l'école n'était pas accessible (**69%** des localités évaluées), l'école était soit inaccessible ou fermée pour des raisons de sécurité (**77%**), soit il n'y avait jamais eu d'école secondaires fonctionnelles aux alentours (**11%**).

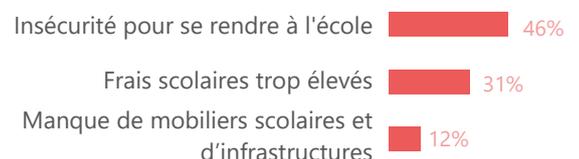
Proportion des filles et garçons de 12 à 17 ans fréquentant régulièrement une éducation formelle, en % de localités évaluées<sup>15</sup> :



Principales difficultés limitant l'accès à l'éducation pour la majorité des garçons, en % de localités évaluées<sup>3</sup> :  
(3 réponses les plus souvent citées)



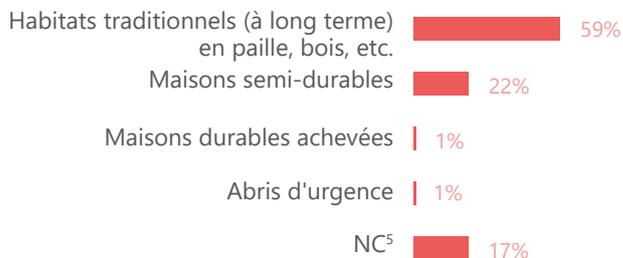
Principales difficultés limitant l'accès à l'éducation pour la majorité des filles, en % de localités évaluées<sup>3</sup> :  
(3 réponses les plus souvent citées)



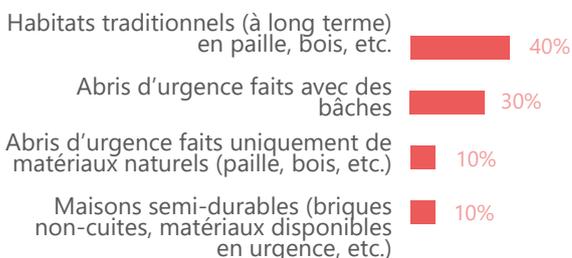
## Abris

Dans **77%** des localités évaluées, la majorité de la population autochtone / hôte ne disposait pas de support de couchage et de couvertures. Cette part montait à **95%** pour les personnes déplacées (PDI et / ou retournées).

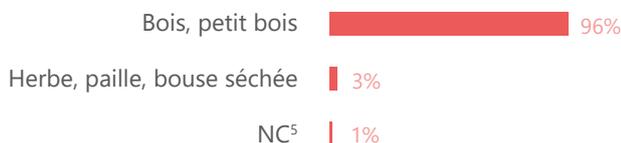
### Principal type d'habitation utilisé par la majorité de la population autochtone / hôte, en % de localités évaluées :



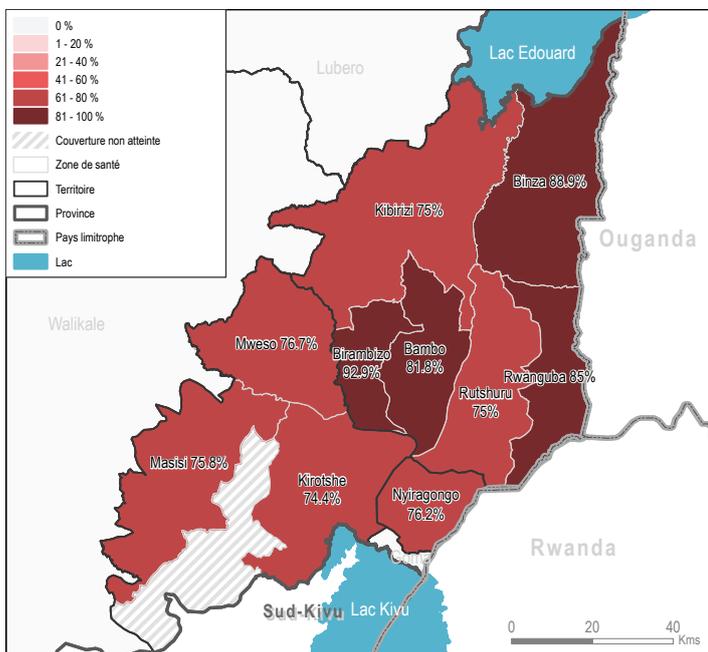
### Principal type d'abri de la majorité de la population déplacée vivant sur un site spontané ou un camp, en % de localités évaluées : (20 localités concernées)



### Principal type de combustible utilisé pour cuisiner et se chauffer par la majorité de la population, en % de localités évaluées :

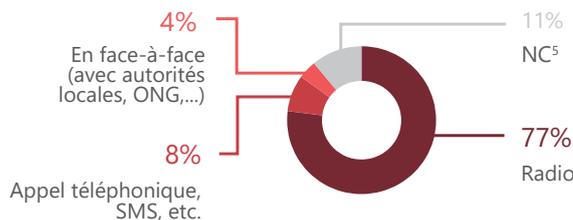


### % des localités évaluées n'ayant bénéficié d'aucune forme d'assistance humanitaire au cours des 6 derniers mois précédant la collecte de données, par ZS :

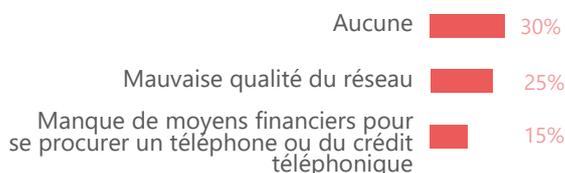


## Redevabilité et communication

Moyen préféré de la population pour recevoir des informations, en % de localités évaluées :



Principales difficultés limitant l'accès au réseau téléphonique pour la majorité de la population, en % de localités évaluées<sup>3</sup> : (3 réponses les plus souvent citées)



Dans **29%** des localités évaluées, la majorité de la population n'avait pas la possibilité d'écouter la radio.



Dans **94%** des localités évaluées, la couverture par un réseau téléphonique était disponible et continue sans aucune interruption pendant plus de 24 heures.

Dans **14%** des localités évaluées, une aide humanitaire a été apportée au cours des 6 derniers mois précédant la collecte de données. Parmi les localités concernées, l'aide n'a pas permis de répondre à temps aux besoins de la majorité des bénéficiaires (**71%**) et était jugée insuffisante en quantité (**39%**), en qualité (**16%**) ou les deux (**10%**) par les IC.

Besoins prioritaires d'intervention humanitaire pour la majorité de la population, rapportés par ordre d'importance<sup>20</sup>, en % de localités évaluées :

	1 <sup>er</sup> besoin	2 <sup>ème</sup> besoin <sup>21</sup>	3 <sup>ème</sup> besoin <sup>21</sup>
Nourriture	71%	9%	1%
Articles Ménagers Essentiels ou d'hygiène (casseroles, bidons, habits, etc.)	0%	17%	14%
Soutien en matière d'abris	1%	12%	8%
Soins médicaux	3%	4%	8%
Eau	1%	8%	5%
Semences et / ou outils aratoires	1%	4%	7%
Soutien en matière de protection	1%	3%	8%
NC <sup>5</sup>	17%	35%	43%

## Profils des IC enquêtés.es

532 IC



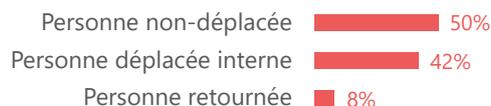
60% Hommes

40% Femmes

La profession des IC est : (4 réponses les plus souvent citées)



Le statut de déplacement des IC est :



## Méthodologie

Le projet de Suivi de la situation humanitaire mis en oeuvre par REACH en RDC et sa méthodologie sont détaillés dans les [Termes de références](#).

La méthodologie de collecte de données de REACH pour ce projet est celle dite "Zone de Connaissance". Elle a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires dans l'ensemble de ces provinces, y compris dans les zones difficilement accessibles. Les informations collectées sont des perceptions sur les besoins humanitaires multisectoriels, l'accessibilité des services de base et les dynamiques de déplacement. Les données ont été collectées au niveau des localités à travers des entretiens avec des informateurs clés (IC) par téléphone.

Les IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (moins d'un mois) et détaillée des localités situées dans le territoire. Sauf indication contraire, les résultats présentés dans ce document pour chaque indicateur portent sur la période de rappel de 30 jours précédant la collecte de données. Lorsque plusieurs IC ont été interrogés à propos d'une même localité, ces données ont été agrégées à l'échelle de la localité avant de mener l'analyse. Lorsqu'une réponse commune ne peut être trouvée pour une localité à travers le processus d'agrégation des données, le résultat est rapporté sous forme de "Non consensus" (NC). Les données, rapportées par pourcentage de localités évaluées, sont présentées dans le document selon les critères suivants : Cartes : données rapportées par ZS ; Texte, graphiques et tableaux : données rapportées pour l'ensemble des localités évaluées (sauf mention contraire). A l'échelle d'une ZS, les résultats sont rapportés uniquement si un seuil minimal de couverture de 5% de localités évaluées a été atteint (sur le total de localités répertoriées). Dans le cas contraire, les résultats obtenus dans cette ZS ne sont pas intégrés aux analyses.

## Notes de fin

<sup>1</sup> Toutes les personnes ayant subi un déplacement forcé en raison d'une crise

ou d'un choc et qui résident actuellement à l'intérieur de leur pays d'origine depuis moins de 18 mois.

<sup>2</sup> « Important » veut dire qu'au moins 10 ménages ont quitté la localité ou sont arrivés dans la localité.

<sup>3</sup> Les IC avaient la possibilité de sélectionner un maximum de 3 réponses pour répondre à cette question.

<sup>4</sup> Toutes les personnes qui sont volontairement retournées dans leur zone d'origine, sans nécessairement avoir rejoint / retrouvé leur logement ou localité exacte d'origine depuis moins d'un an.

<sup>5</sup> Non consensus (voir Méthodologie).

<sup>6</sup> Les IC indiquaient successivement les 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> difficultés principales selon l'ordre d'importance qu'ils estimaient. La réponse "Aucune difficulté / Pas d'autre difficulté supplémentaire" était à chaque fois possible et une même difficulté ne pouvait être rapportée deux fois. Les difficultés principales qui n'ont pas été soulevées dans au moins 5% des localités évaluées ne sont pas indiquées dans le tableau.

<sup>7</sup> 162 localités concernées.

<sup>8</sup> 103 localités concernées.

<sup>9</sup> Une source d'eau est améliorée quand elle est protégée de l'extérieur, p.ex. eau courante/robinet, puits creusé couvert, puits à pompe/forage, camion-citerne/charrette avec citerne, kiosque/échoppe/boutique à eau, eau de pluie, eau en bouteille/sachet, etc.

<sup>10</sup> Une source est non-améliorée quand elle n'est pas protégée de l'extérieur, p.ex. puits creusé non-couvert/traditionnel, source naturelle non-aménagée, etc.

<sup>11</sup> 110 localités concernées.

<sup>12</sup> Latrines à fosse sans dalle ou plateforme, trous ouverts, etc.

<sup>13</sup> 136 localités concernées.

<sup>14</sup> 76 localités concernées.

<sup>15</sup> Les réponses NC ne sont pas affichées pour cet indicateur.

<sup>16</sup> Très peu : moins de 25%.

<sup>17</sup> Un peu moins de la moitié : Entre 25% et 49%.

<sup>18</sup> Un peu plus de la moitié : Entre 51% et 75%.

<sup>19</sup> Une large majorité : Entre 75% et 99%.

<sup>20</sup> Les IC indiquaient successivement les 1<sup>er</sup>, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> besoins prioritaires en termes d'intervention humanitaire selon l'ordre d'importance qu'ils estimaient. La réponse "Aucun besoin / Pas d'autre besoin" était à chaque fois possible et un même type de besoin ne pouvait être rapporté deux fois. Les secteurs d'intervention pour lesquels un besoin humanitaire n'a pas été rapporté dans au moins 5% des localités évaluées ne sont pas indiqués dans le tableau.

<sup>21</sup> 184 localités concernées.

## À propos de REACH

REACH Initiative facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination interagences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAT).